



Déclaration liminaire des représentants CGT au CDAS du 22 mars 2019

C'est dans un contexte très préoccupant pour le service public ,l'avenir des agents ,leurs missions et leur statut que va se tenir cette première réunion du CDAS 2019.

La journée de grève du 14 mars 2019 appelée par l'intersyndicale a été un succès.

Par contre, l'entretien du vendredi 15 mars 2019 avec le DRFIP n'a apporté aucune réponse claire et n'a pas contribué à rassurer la délégation intersyndicale composée d'agents syndiqués ou non.

Les réponses sont floues, ambiguës, évasives et très peu rassurantes.

Depuis 2002, 15 trésoreries en milieu rural ont été fermées et 5 en milieu urbain.

Pour l'avenir, nous ne pouvons être qu'inquiets suite aux mesures annoncées dans le projet de réforme de la Fonction Publique.

Combien de fermetures de postes ou services, combien d'emplois supprimés au niveau national et dans notre département ?

On nous parle de « géographie revisitée », d'intelligence artificielle,de back et front office, de mise en place d'agences comptables ect.....

Les agents ne sont pas dupes : quelle que soit la « feuille de route » proposée, qu'elle soit retoquée ou non, notre département va contribuer largement aux suppressions d'emplois et au « resserrement du réseau ».

Les annonces sont sans cesse repoussées peut-être avant l'été, peut-être en septembre.

Dans ce climat plus qu'incertain, les agents sont de plus en plus soumis à des conditions de travail difficile.

Ils doivent faire face à des files d'attente importantes, à des usagers désemparés voir excédés face à un service public de plus en plus éloigné.

Ce démantèlement voir cette entreprise de démolition organisée par le ministère concernent tous les agents et les usagers.

Toutes les structures du ministère sont également impactées par les réformes en cours, nous voulons ici rappeler le mouvement des douaniers qui dénoncent eux aussi le manque de moyens, les fermetures de sites, le manque de reconnaissance.

Nous représentants CGT des personnels au sein du CDAS vous demandons de faire remonter les inquiétudes et revendications légitimes des personnels.

Nous exigeons une action sociale à la hauteur des besoins notamment en terme de médecine préventive et d'action sociale.

Nous revendiquons :

-l'augmentation du budget alloué à l'action sociale, nous constatons que le budget prévisionnel du CAL 2019 est en diminution par rapport à 2018.

-le maintien de toutes les structures de restauration de proximité dans notre département.

-la poursuite des actions de santé publique en partenariat avec la MGEFI.

Ces actions contribuant à l'information, à la prévention et au bien être des agents qui en ont bien besoin.

- la sauvegarde du réseau de proximité dans les délégations.

- la participation des retraités aux instances du CDAS

Nous soumettons au CDAS le vote du vœu suivant :

« Les représentants du CDAS demandent l'augmentation de la part bénéficiaire par enfant, actif et retraité ».

Les représentants au CDAS : Emmanuelle GUYOMARD, Thierry LERMINE, Michel SANSONETTI, Catherine MEROUR, Sylvie CRENAN, Martine LEBEHOT

Représentante des retraités : Christiane NICOUL